

DÉVELOPPEMENT DURABLE



Alors que le monde est confronté à une convergence de crises, à une diminution de l'aide publique au développement, à des inégalités croissantes, à des dettes insoutenables, à des vulnérabilités systémiques, à des chocs climatiques de plus en plus intenses et à une fragmentation sociale de plus en plus profonde, le moment exige une action audacieuse, décisive et limitée dans le temps.

Nous exhortons le G7 à saisir les opportunités clés de cette année, notamment la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), le Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur les objectifs de développement durable (ODD), la réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles et la santé mentale, la COP30, le sommet social des Nations Unies et, l'année prochaine, la réunion de haut niveau des Nations Unies sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, afin d'accélérer l'action sur l'[Agenda 2030](#). Les dirigeant-e-s du G7 doivent réaffirmer leurs engagements envers les cadres internationaux des droits de la personne, respecter les conventions de longue date et traduire leurs promesses en changements tangibles et transformateurs.

L'équité est au cœur de ce programme. Les inégalités systémiques ne sont pas accidentelles ; elles sont conçues et perpétuées par des politiques qui ne répondent pas aux besoins des personnes les plus exposées. La vulnérabilité est structurelle, et la réponse mondiale doit l'être aussi. Le G7 doit adopter des approches fondées sur les droits de la personne et la transformation des relations entre les genres, en veillant à ce que les femmes et les filles dans toute leur diversité, les groupes en situation de vulnérabilité et, d'une manière générale, **celles et ceux qui sont les plus en retard**, soient reconnu-e-s comme des agent-e-s du changement et non comme des bénéficiaires passifs de l'aide. À travers les recommandations ci-dessous, nous appelons le G7 à prendre des mesures décisives pour faire progresser le développement

durable, renforcer la résilience et favoriser un avenir fondé sur la dignité, la justice et la prospérité partagée.

Faire progresser la justice alimentaire, la santé et la protection de l'enfance

La faim et la malnutrition enferment les communautés dans un cycle de souffrance, les privant de la possibilité de s'épanouir et de se construire une vie meilleure. Avec **deux milliards de personnes** n'ayant pas accès à une alimentation adéquate, la réalité est déchirante : des millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance et d'émaciation, ce qui les empêche de réaliser leur plein potentiel. Garantir l'accès universel à la protection sociale est essentiel pour éviter que les plus vulnérables, en particulier les femmes dans toute leur diversité et les enfants, ne soient encore plus marginalisé-e-s.

- Renforcer les systèmes de protection sociale universels qui préviennent, diagnostiquent et traitent la malnutrition, en assurant un soutien ciblé aux femmes dans toute leur diversité et aux enfants des communautés en situation de vulnérabilité, et en accordant une attention particulière aux situations de développement et d'urgence, y compris celles touchées par les conflits armés.
- Accroître les investissements dans les services de santé intégrés, notamment la vaccination, la médecine préventive et la protection de l'enfance, afin de garantir que chaque enfant grandisse en bonne santé, bien nourri et en sécurité.

Renforcer les systèmes de santé pour plus d'équité et de résilience

Des systèmes de santé solides sont le fondement de la résilience sociale et économique, mais **des millions de personnes**, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, n'ont toujours pas accès aux soins essentiels. Nous exhortons les pays du G7 à prendre des mesures urgentes

pour ralentir l'aggravation des inégalités en matière de santé et éviter de mettre davantage à mal les infrastructures sanitaires mondiales.

- Donner la priorité aux investissements catalytiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en fonction de leurs priorités. Les investissements devraient renforcer les soins de santé primaires, en garantissant l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR), y compris le vaccin contre le papillomavirus humain ; la santé menstruelle ; la contraception ; les soins prénatals ; la planification familiale ; la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile ; la prévention des infections sexuellement transmissibles ; et les services d'avortement sans risque. Dans les situations de crise humanitaire et de conflit, les services de santé et de droits sexuels et reproductifs doivent être pleinement intégrés afin de préserver la dignité et le libre choix, et les femmes qui défendent les droits humains doivent être protégées.
- Veiller à ce que les soins de santé ne plongent pas les gens dans la pauvreté. Les obstacles financiers à l'accès aux médicaments, aux diagnostics et aux traitements essentiels doivent être supprimés afin que les soins vitaux ne soient pas dictés par le coût. Les systèmes de santé résilients au changement climatique doivent être renforcés, y compris les infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, tout en élargissant le rôle des communautés locales dans la fourniture de soins de qualité.
- Adopter une approche holistique de la santé, en répondant aux besoins de tous les groupes d'âge. Cela implique d'investir dans un accès équitable aux soins de santé mentale, au développement de la petite enfance et aux programmes de santé pour les adolescent-e-s, tout en développant la recherche et l'innovation dans le domaine de la démence et des maladies non transmissibles. Cela nécessite également de renforcer les systèmes de soins de longue durée et de soins palliatifs, en garantissant des modèles de soins durables et inclusifs de l'âge qui soutiennent les populations vieillissantes dans les pays du G7 et au-delà.

« Investir dans le développement durable ne consiste pas seulement à façonner des économies ou des systèmes ; il s'agit d'investir dans des vies humaines, leur dignité, leur potentiel, leur avenir. Reculer maintenant, alors que le besoin est le plus grand, aurait des conséquences qui ne se mesureraient pas en chiffres, mais dans la souffrance prolongée de ceux/celles à qui nous avons refusé un avenir. Le G7 a le pouvoir de prendre des décisions qui auront des répercussions sur plusieurs générations.

W. ANDY ROXANE OUÉDRAOGO

Coordnatrice du groupe de travail sur le développement durable / Responsable de l'engagement gouvernemental et de l'espace civique, Coopération Canada

Renforcer la coordination mondiale en matière de santé et la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies

Les pandémies ne sont pas inévitables. Elles résultent de défaillances systémiques en matière de prévention, de préparation et de réponse. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence de profondes inégalités dans la gouvernance mondiale de la santé, qui ont privé des millions de personnes de soins vitaux. Pour prévenir de futures crises, le G7 doit prendre des mesures décisives pour améliorer la coordination mondiale en matière de santé et la préparation aux pandémies.

- Encourager la coopération multilatérale pour lutter contre les problèmes de santé, qu'il s'agisse de maladies infectieuses telles que le VIH, la tuberculose, le paludisme, la polio et les maladies tropicales négligées, ou de maladies non transmissibles telles que la démence et d'autres troubles mentaux.

- Reconstituer pleinement les organisations multilatérales telles que l'Organisation mondiale de la santé, le [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#), [Gavi \(Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination\)](#) et le [Global Financing Facility \(Mécanisme de financement mondial\)](#) afin de garantir une infrastructure sanitaire mondiale solide.
- Accélérer la mise en œuvre d'une approche intégrée et unificatrice « One Health » qui vise à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes, afin d'inclure la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies avec des investissements proportionnés.
- Améliorer l'accès équitable et rapide aux contre-mesures médicales en soutenant la recherche régionale, le transfert/développement de technologies et la fabrication, tout en soutenant les dérogations en matière de propriété intellectuelle et les cadres de distribution équitable.
- Soutenir les politiques facilitant l'organisation coopérative des petit-e-s producteur-trice-s en tant qu'outils d'éradication de la pauvreté et de la faim, comme le reconnaît la résolution [A/RES/78/289](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Exploiter les innovations numériques pour améliorer la productivité agricole, l'accès aux marchés et l'inclusion financière des producteur-trice-s ruraux-ales, en particulier des femmes.
- Renforcer la mise en œuvre de l'[Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim](#) lancée par le G20 en 2024, en assurant un soutien coordonné pour un impact au niveau national.
- Protéger les droits des agriculteur-trice-s sur leurs propres semences, en aidant les pays à mettre en œuvre les mesures énoncées dans la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan-ne-s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales](#), le [Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture](#) et l'ODD 2.5.

Renforcer le soutien aux connaissances agricoles et aux approches agroécologiques

Lorsque les petit-e-s producteur-trice-s et les communautés marginalisées disposent des connaissances, du soutien et des droits dont ils/elles ont besoin, ils/elles peuvent mettre en place des systèmes alimentaires résilients qui soutiennent à la fois les populations et la planète. Pour briser le cycle de la pauvreté et de la faim, il faut d'abord veiller à ce qu'ils/elles disposent des ressources et de la capacité d'agir nécessaires pour se nourrir dignement.

- Collaborer avec les pays à revenu faible et intermédiaire pour améliorer les services de conseil rural, en particulier pour les petit-e-s producteur-trice-s, les agriculteur-trice-s familiaux-ales et les groupes marginalisés tels que les peuples autochtones, les éleveur-euse-s et les femmes, et supprimer tous les obstacles juridiques qui empêchent les femmes d'accéder aux biens de production, aux actifs financiers et à la terre.
- Garantir l'accès direct au financement climatique pour les petit-e-s exploitant-e-s agricoles et les communautés rurales afin de faire face aux pertes et aux dommages, à l'adaptation et à l'atténuation.

Promouvoir des politiques et des technologies visant à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

Le monde produit suffisamment de nourriture pour nourrir tout le monde, mais les inefficacités et le gaspillage laissent des millions de personnes affamées tout en mettant à rude épreuve les écosystèmes. Transformer les systèmes alimentaires pour réduire les pertes et le gaspillage est essentiel pour la durabilité, la résilience et la sécurité alimentaire.

- S'associer aux pays à revenu faible et intermédiaire pour mettre en œuvre des politiques visant à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement, en promouvant les principes agroécologiques de recyclage et d'agriculture durable.
- Investir dans des infrastructures à faible émission de carbone et des technologies abordables qui améliorent le stockage et le transport décentralisés des denrées alimentaires, rendant ainsi les systèmes alimentaires plus résilients.

- Renforcer les marchés locaux et territoriaux afin de créer des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus courtes et de développer les économies alimentaires locales.

« Dans un monde caractérisé par la polycrise, les inégalités sociales et économiques déjà inacceptables sont exacerbées. Le G7 doit réaffirmer fermement son engagement à adopter des approches fondées sur les droits de la personne et transformatrices en matière de genre dans ses politiques, en plaçant les personnes et les communautés comme agent-e-s du changement pour un avenir plus équitable, plus juste et plus durable.

STEFANIA BURBO

Coordnatrice du groupe de travail sur le développement durable / Point focal, Réseau italien pour la santé mondiale

Donner la priorité aux investissements dans l'éducation

L'éducation est plus qu'une voie vers l'opportunité. Elle est au cœur de communautés prospères, d'économies résilientes et d'un monde plus juste. Chaque être humain mérite d'avoir la chance d'apprendre, de grandir et de façonner son avenir. Renforcer les systèmes éducatifs et garantir l'accès à un apprentissage de qualité ouvrira la voie à une prospérité et une paix durables.

- Augmenter le financement direct des programmes d'éducation et de garde de la petite enfance de haute qualité et accessibles, comme indiqué dans la Charte Solfagnano 2024. Les investissements du secteur public doivent être accrus pour combler les écarts entre les genres dans l'éducation et garantir l'accès universel à un enseignement préprimaire et primaire de qualité. Il s'agit également de promouvoir l'inscription des femmes et des filles dans toute leur diversité dans les programmes de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques.
- Élaborer des politiques et des programmes qui favorisent l'éducation au développement durable

et l'éducation à la citoyenneté mondiale afin de promouvoir la paix, la justice, l'égalité des genres et la diversité culturelle, conformément à la [Cible 4.7 des ODD](#). Veiller à ce que ces programmes soient intégrés à tous les niveaux de l'éducation.

- Investir dans le renforcement des systèmes éducatifs, notamment par la réforme des programmes et la formation des enseignant-e-s, afin de promouvoir l'apprentissage fondamental, le développement socio-émotionnel, la pensée critique et les compétences en matière de leadership. Lutter contre les stéréotypes de genre et les préjugés inconscients dans l'éducation en intégrant une formation tenant compte des questions de genre pour les enseignant-e-s et en supprimant les préjugés des programmes scolaires, des contenus numériques et des outils éducatifs basés sur l'IA.
- Promouvoir l'éducation sur l'importance de garantir les droits et la justice en matière de sexualité et de procréation et sur la prévention de la violence basée sur le genre.

Promouvoir un accès équitable à l'information, aux connaissances et aux ressources numériques

La connaissance donne du pouvoir, mais seulement lorsqu'elle est à portée de main. Dans un monde de plus en plus façonné par la technologie numérique, l'inégalité d'accès à l'information creuse le fossé entre ceux/celles qui peuvent participer pleinement à la société et ceux/celles qui sont laissé-e-s pour compte. Comblé ce fossé est essentiel pour la dignité humaine, l'égalité des chances et la justice.

- Reconnaître la technologie comme un espace vital pour l'éducation et la culture, en garantissant des possibilités d'apprentissage inclusives, accessibles et équitables. Cela implique de s'attaquer aux fractures numériques et entre les genres, d'améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées et de soutenir une éducation transformatrice, intersectionnelle et communautaire qui respecte les systèmes de connaissances autochtones et traditionnel-le-s.
- Accroître les investissements dans l'équité numérique en promouvant le leadership des femmes dans l'innovation numérique et en intégrant une approche transformatrice de genre dans le développement

et la réglementation des technologies. Les stratégies de transformation numérique doivent inclure la collecte de données ventilées par sexe, des normes tenant compte des questions de genre et des politiques d'approvisionnement.

- Renforcer l'action du G7 en matière de violence sexiste facilitée par la technologie (TFGBV) en intégrant les perspectives de genre dans les discussions sur la cybersécurité, en investissant dans des programmes de soutien aux survivant-e-s et de cyber alphabétisation, et en assurant la participation des survivant-e-s à l'élaboration des politiques. Adopter une approche intersectionnelle qui reconnaisse comment des facteurs tels que la race, le statut socio-économique et le handicap aggravent les vulnérabilités. Mettre à jour les cadres juridiques pour prévenir, traiter et répondre efficacement à la TFGBV.
- Renforcer les normes de développement de l'IA pour atténuer les préjugés, garantir une utilisation responsable des données et se prémunir contre un déploiement préjudiciable grâce à des directives techniques et éthiques.

Renforcer l'espace civique pour un développement durable

Lorsque les gens ont la liberté de faire entendre leur voix, de dénoncer les injustices et de façonner leurs communautés, les sociétés prospèrent. Pourtant, partout dans le monde, la société civile est menacée, ce qui met en péril la démocratie et les droits de la personne. La protection de l'espace civique ne concerne pas seulement la gouvernance, mais aussi la défense de la dignité et de la liberté d'action des personnes partout dans le monde.

- Garantir un soutien prévisible et à long terme pour la protection et la promotion de l'espace civique en tant que pierre angulaire de la cohésion sociale et de la confiance, conformément aux [ODD 16](#) et [17](#).
- Promouvoir la participation inclusive des citoyen-ne-s à la prise de décision par le biais de mécanismes tels que le Partenariat pour un gouvernement ouvert et les entreprises coopératives.

- Contre la répression mondiale à l'encontre de la société civile en adoptant des mesures diplomatiques, financières et juridiques visant à protéger les militant-e-s, les médias indépendants et les défenseur-euse-s des droits humains, en reconnaissant les défis particuliers auxquels sont confronté-e-s de nombreuses personnes, leurs organisations et leurs mouvements, notamment, mais sans s'y limiter, les femmes et les filles dans toute leur diversité, les personnes LGBTQIA+, les enfants, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap, les personnes vivant avec le VIH, les personnes âgées, les peuples autochtones, les personnes réfugiées, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les migrant-e-s et les personnes se trouvant dans des situations humanitaires complexes.

« Si nous continuerons à nous laisser guider par l'optimisme, la réalisation des objectifs de développement durable exige plus que jamais une action urgente de la part de toutes les parties prenantes, en particulier des gouvernements. L'incapacité des dirigeant-e-s politiques, tant dans les pays riches en ressources que dans les pays pauvres, à garantir la paix, à lutter contre les changements climatiques et à accroître le financement international pour atteindre ces objectifs a aggravé la crise de la pauvreté dans le monde. Nous entrevoyons une lueur d'espoir avec le Sommet du G7, où nous attendons des décisions et des actions audacieuses qui peuvent accélérer le rythme et l'ampleur du soutien et de l'orientation dont notre monde a besoin.

OYEBISI, B. OLUSEY

Coordinateur du groupe de travail sur le développement durable / Directeur exécutif, Réseau nigérian des ONG